

Alternative Libertaire

anticapitalisme
autogestion

Poste : ni privatisation ni stagnation

La votation citoyenne du 3 octobre sur l'avenir de la Poste est un succès. Plus de 2 millions de personnes se sont prononcés et ont désavoué à une écrasante majorité le projet gouvernemental de privatisation.

Non à la privatisation !

Il est délirant de vouloir soumettre un service public à la roulette russe boursoisère, au moment où la crise montre la dangerosité de ce système. Si le projet gouvernemental aboutit, la direction de la Poste n'aura plus qu'une obsession : verser les plus gros dividendes possibles à ses actionnaires. Pour cela, elle cherchera des profits à très court terme :

- suppressions de postes massives, donc dégradation du service ;
- augmentation des tarifs ;
- priorité aux entreprises, au détriment des particuliers. Rapidement, nous ne recevrons plus le courrier que tous les 2 ou 3 jours... à moins de payer un " abonnement spécial ".
- allongement des files d'attente, par manque de personnel, et fermeture de bureaux considérés comme " non rentables ".

Non à la stagnation !

Pour autant, le statu quo n'est pas satisfaisant. Le seul indicateur qui compte pour la direction de la Poste est déjà celui de la rentabilité financière. Le niveau de service se dégrade : délai

d'acheminement du courrier, coût des envois, attente aux guichets. L'organisation actuelle de la Poste ne permet pas de répondre aux besoins réels.

Il faut une ambition pour la Poste. Elle nécessite de rompre avec la logique capitaliste.

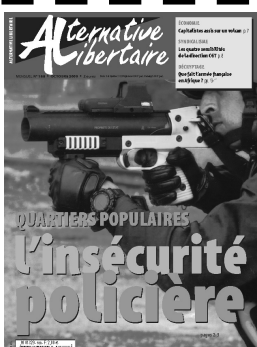
Socialiser et autogérer le service public de communication

La séparation entre la Poste et France Telecom il y a 20 ans était une aberration due à l'idéologie ultra-libérale. Il faut penser le besoin et l'offre de communication globalement : au moins le courrier postal, la téléphonie et Internet ensemble. **Il faut un grand service public des communications.** En particulier, la filialisation de certaines activités de la Poste, privatisation rampante, doit être immédiatement interrompue. La Poste ne peut pas se concentrer sur la satisfaction des besoins des usagers et des usagères, sous la pression commerciale et financière permanente. Le service public de communication doit donc être socialisé, c'est-à-dire **financé globalement par la collectivité, grâce à la redistribution des richesses.** Les besoins à satisfaire et les moyens néces-

saires ne peuvent être déterminés que par un **débat continu**, qui nécessite **l'autogestion** de ce service socialisé : **les postiers et postières doivent décider, en relation avec les usagers et les usagères.**

L'exigence démocratique est évidemment autrement plus élevée qu'actuellement. Ce que nous avons ébauché concernant la votation citoyenne sur l'avenir de la Poste, il faudra l'étendre, le renforcer et le renouveler sur toutes les questions stratégiques touchant à ce service public, par une vraie information et de vrais débats, et des consultations larges, directes et démocratiques. C'est le seul moyen pour qu'un service public soit vraiment l'affaire de tous et toutes, au lieu d'être instrumentalisé à des fins privées ou partisans.

Dans l'immédiat, Alternative libertaire soutient dans les collectifs de défense de la Poste l'idée d'**une manifestation nationale** ainsi que la constitution d'**une caisse de grève** destinée aux (futurs) grévistes.



**Le mensuel
disponible
en kiosque**

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
- Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

20 octobre 2009